



HAL
open science

Le Guangdong, politique chinoise et développement durable

Catherine Mercier-Suissa, Jean Ruffier

► **To cite this version:**

Catherine Mercier-Suissa, Jean Ruffier. Le Guangdong, politique chinoise et développement durable. Développement durable, Territoires et Localisation des entreprises : Vers une attractivité durable ?, Sep 2011, Bordeaux, France. pp.18. halshs-00691180

HAL Id: halshs-00691180

<https://shs.hal.science/halshs-00691180>

Submitted on 25 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une politique « développement durable » peut-elle favoriser le développement industriel ? : le cas du Guangdong.

RESUME

Le Développement Durable (DD) peut-il constituer un plus (être un argument, ou être un levier de développement) pour une région qui veut faire monter son industrie dans les chaînes mondiales de valeur ? La province du Guangdong au sud de la Chine semble faire ce pari. Le but de cet article est donc de voir en quoi le Guangdong pourrait être un exemple en appui d'une réponse positive à cette question initiale. La Chine n'a pas une très bonne réputation en matière de DD. C'est pourtant un pays qui met la question à l'ordre du jour et qui lance des politiques qui prétendent favoriser le DD. De fait, quand la Chine aborde la question du DD, elle l'aborde en prenant en compte les trois dimensions de ce dernier, à savoir l'économique, l'écologique et le social. Cela est particulièrement net dans le Guangdong, auquel le gouvernement central demande d'obtenir toutes les caractéristiques d'un pays technologiquement et socialement développé. L'article analyse la cohérence et les chances de réussite d'une politique qui utilise le recours supposé au DD pour faire monter dans les chaînes mondiales de valeur, une région qui tient sa réputation d'atelier du monde du fait que s'y est développée une industrie de main d'œuvre.

Dans un premier temps, nous allons d'abord interroger la cohérence d'une démarche d'upgrading technologique et économique avec une stratégie d'affichage de DD. Ensuite nous nous intéresserons aux trois dimensions du DD en commençant par la dimension économique. Nous aborderons ensuite la question de l'empreinte écologique de l'industrialisation chinoise. L'industrialisation massive du Guangdong a pesé lourd sur l'air, le sol et les ressources aquatiques du Guangdong. Une politique de réduction de la pollution est mise en œuvre dont il convient d'interroger les finalités et l'efficacité. Enfin sur le plan social, le DD est supposé à la fois, favoriser une avancée sociale permanente et permettre l'intégration du plus grand nombre dans la société de consommation chinoise. En oeuvrant pour la mise en application d'un nouveau code du travail plus contraignant pour les entreprises dans le Guangdong et en promulguant officiellement la nécessité de parvenir à une harmonie sociale, le gouvernement chinois prétend répondre à ces deux objectifs qui en fait, ici, et probablement dans le monde tel qu'il existe, sont bien souvent contradictoires. Nous concluons en nous interrogeant sur l'opérationnalité de cette démarche économique, environnementale et sociale.

¹ Maître de conférences en sciences économiques, Laboratoire Magellan, IAE Lyon3

² Chercheur CNRS, Laboratoire Magellan, Université Jean-Moulin, Lyon3, directeur français du Centre franco-chinois de recherches sur les organisations de l'Université SUN Yatsen à Canton

Une politique « développement durable » peut-elle favoriser le développement industriel ? : le cas du Guangdong.

C. Mercier-Suissa et J. Ruffier

Introduction

Le Développement Durable (DD) peut-il constituer être un levier de développement pour une région qui veut faire monter son industrie dans les chaînes mondiales de valeur ? La province du Guangdong au sud de la Chine semble faire ce pari. Le but de cet article est donc de voir en quoi le Guangdong pourrait être un exemple en appui d'une réponse positive à cette question initiale. La Chine n'a pas une très bonne réputation en matière de DD. C'est pourtant un pays qui met la question à l'ordre du jour et qui lance des politiques qui prétendent favoriser le DD.

La province du Guangdong a joué un rôle pionnier dans le décollage industriel, puis dans l'explosion des exportations chinoises (RUFFIER 2006 ; ZHAO 2009). Elle dispose désormais d'un nouvel agenda défini par Pékin : elle doit se transformer en un pays développé, réduire les causes des nombreux déséquilibres (commerciaux, sociaux, écologiques...) qui se sont creusés avec sa croissance et va devoir renforcer son intégration économique avec Hong-Kong et Macao en vue de constituer une des plus puissantes conurbations au monde.

Dans un premier temps, nous allons d'abord interroger la cohérence d'une démarche d'upgrading technologique et économique avec une stratégie d'affichage de développement durable. Ensuite nous nous intéresserons aux trois dimensions du DD en commençant par la dimension économique. Nous aborderons ensuite la question de l'empreinte écologique de l'industrialisation chinoise. L'industrialisation massive du Guangdong a pesé lourd sur l'air, le sol et les ressources aquatiques du Guangdong. Une politique de réduction de la pollution est mise en œuvre dont il convient d'interroger les finalités et l'efficacité. Enfin sur le plan social, le DD est supposé à la fois, favoriser une avancée sociale permanente et permettre l'intégration du plus grand nombre dans la société de consommation chinoise. En œuvrant pour la mise en application d'un nouveau code du travail plus contraignant pour les entreprises dans le Guangdong et en promulguant officiellement la nécessité de parvenir à une harmonie sociale, le gouvernement chinois prétend répondre à ces deux objectifs qui en fait, ici, et probablement dans le monde tel qu'il existe, sont bien souvent contradictoires. Nous concluons en nous interrogeant sur l'opérationnalité de cette marche économique, environnementale et sociale.

1. 1. DD et remontée dans les chaînes de valeurs

Le gouvernement central chinois a donné une mission précise au Guangdong : se détacher du modèle industriel fondé sur les bas coûts de main d'œuvre pour aller résolument vers les technologies de pointe génératrices de valeur ajoutée. Le choix du Guangdong pour constituer un pôle avancé de l'économie chinoise n'allait pas de soi et est analysé à la loupe par les spécialistes du pouvoir central chinois. Le Guangdong a été depuis longtemps considéré comme une province particulièrement novatrice. Cela lui valait l'attention bienveillante d'une partie des hauts dirigeants et notamment de DENG Xiaoping qui y annonça la politique

d'ouverture dès 1982. Cela lui vaut aussi la méfiance d'autres dirigeants plus inclinés à s'appuyer sur Pékin et Shanghai, régions plus contrôlables par le pouvoir central. Mais le Guangdong n'a cessé d'accumuler les performances économiques réalisant une part substantielle du positif de la balance commerciale quand Pékin et Shanghai consomment de l'investissement public et ont une balance commerciale parfois négative (PUEL 2001). De plus, le Guangdong accueille plus d'investissements directs étrangers qu'aucune autre région chinoise (BERDER 2011). Or, le gouvernement chinois compte bien sur les entreprises étrangères pour apporter les technologies et les savoirs manquants en Chine.

1.1. Un développement basé sur l'industrie d'exportation

Pour comprendre les enjeux du DD au Guangdong, il convient de revenir rapidement sur l'origine du développement économique de cette région.

Dès 1980, sur les quatre zones économiques spéciales (ZES) créées en Chine, pour attirer les IDE, trois ont été localisées dans le Guangdong (Shenzen, Shantou et Zhuhai). Aujourd'hui, 90% des sociétés étrangères sont implantées dans le Delta de la rivière des Perles, ce qui a creusé l'écart avec le nord de la province qui a un PIB/habitant parmi les plus faibles de Chine. Cette répartition des IDE s'explique par la proximité de Hong-Kong. 62% des IDE reçus par la Province viennent de Hong-Kong. De nombreuses entreprises hongkongaises et taïwanaises ont investi dans le Guangdong. De 1978 à 2008, un quart des IDE en Chine ont été destinés à la Province. Grâce à l'emploi massif de travailleurs d'origine rurale et venant de toute la Chine, grâce aussi aux faibles coûts salariaux qui en ont résulté, les entreprises des secteurs du jouet, des chaussures, du cuir, du textile, des produits électroniques bas de gamme...ont développé des activités liées au « commerce de perfectionnement », intensives en main d'œuvre. En outre, les politiques fiscales attractives des ZES et l'absence de contraintes environnementales ont grandement favorisé les IDE, ce qui explique le rapide développement économique du Guangdong, en moyenne de 1981 à 2008 (13,7%) contre 10% pour l'ensemble de la Chine.

Mais au cours de la première décennie des années 2000, la situation va évoluer. Le Président de la République JIANG Zemin et son premier ministre ZHU Rongji, des « shanghaiens », arrivés au pouvoir au milieu des années quatre-vingt-dix et jusqu'en 2003, vont favoriser le développement de Shanghai et des provinces avoisinantes (Zhejiang, Jiangsu et Anhui). De 1990 à 2007, la part du Guangdong dans le PIB de la Chine est passée de 7,9% à 12,5% soit une progression de +5,4%, alors que la part du delta du Yangzi (Shanghai) a connu une progression de +7,2%, passant de 15,5% à 22%. La différence s'explique par l'arrivée plus importante d'investissements capitalistiques dans les industries de haute technologie, entraînant des gains de productivité, dans la région de Shanghai au détriment de la province du Guangdong. Egalement, la hausse du prix des matières premières, la relative pénurie de main d'œuvre et l'adoption de nouvelles lois plus contraignantes pour les investisseurs étrangers ont réduit les avantages comparatifs de la province du Guangdong par rapport aux provinces chinoises de l'intérieur et vis-à-vis des pays émergents d'Asie (Vietnam, Laos, Cambodge, Indonésie, Bengladesh...). Enfin, la crise de 2008 s'est traduite par de nombreuses fermetures d'usines dans le Guangdong. On estime à environ 20 000 disparitions d'entreprises sur les un million installées dans la Province. « *10% des entreprises taïwanaises de Dongguan ont fermé et trois millions de travailleurs migrants n'y sont pas retournés* » souligne le service économique du Consulat général de France à Canton en mai 2011.

La Commission Nationale au Développement et aux Réformes définit alors la stratégie nationale pour le développement de tout le Guangdong (Shenzhen compris) à 30 ans (NDRC 2008). Pour cette commission, la région a joué et doit continuer à jouer un rôle pionnier et d'entraîneur du développement chinois. Son jugement sur la situation du Guangdong est rude : « *The overall industrial level is low, the value added to the products is not much, the trade structure is unreasonable, the innovative capability is insufficient, and the overall competitiveness is no strong; the land has been excessively developed, the ability to guarantee energy and resources supply is inadequate, the problem of environmental pollution becomes prominent, and the traditional pattern of development unsustainable : the imbalance of development still exists between the urban and rural areas and among different regions...* » (NDRC) Autant d'éléments qui justifient l'introduction de nouvelles mesures visant à réformer le mode de développement économique de cette province. Il faut noter que c'est la première fois que le gouvernement fixe des objectifs précis aux 9 villes d'une province à l'horizon 2012 et 2020 et que cette province a eu tendance à se démarquer des autorités centrales. Les milieux d'affaires cantonnais parlent une langue³ différente du mandarin, ils font bloc avec Hong-Kong. En 2009 et 2010, ont été arrêtés les maires de Shenzhen et de Zhongshan et de hauts dignitaires du PCC de la Province. La « reprise en main » de la région par les autorités centrales s'inscrit également dans le cadre d'une intégration économique plus poussée avec Hong-Kong et Macao, rétrocedés à la Chine en 1997 et 1999, et qui devraient faire de l'ensemble de la région la première conurbation (60 millions d'habitants) au monde. Les différences de développement entre ces trois entités expliquent donc la nécessaire « remise à niveau » de la province du Guangdong.

Ainsi, la Commission Nationale au Développement et aux Réformes (NDRC) a fixé au Guangdong les objectifs suivants :

- en 2012 le PIB/h devra atteindre 80 000 RMB et en 2020, 135 000 RMB (environ 14.000€)
- la part des services dans le PIB devra atteindre 53% en 2012 et 60% en 2020
- l'espérance de vie devrait être de 78 ans en 2012 et 80 ans en 2020
- le taux d'urbanisation devra être de 80% en 2012 et de 85% en 2020 (contre 64,3% en 2008)
- le système de sécurité sociale devrait couvrir les zones urbaines et rurales
- en matière de R&D, en 2012 la Province devrait déposer 600 brevets par millions d'habitants en 2012 et développer davantage de relations scientifiques et d'innovations avec Hong-Kong et Macao...

Tous ces éléments visent à faire de la Province du Guangdong une région industrialisée et à plus forte intensité capitaliste. Le renforcement de la compétitivité de la Province passe par une réorientation des politiques d'attractivité du territoire. Davantage d'importance est accordée à la sélection des IDE.

Le modèle de développement qui a permis au Guangdong d'alimenter la Chine en devises atteint ses limites (RUFFIER 2008). Le gouvernement central veut désormais que le Guangdong expérimente un changement de modèle économique, moins extraverti et davantage basé sur des industries de pointe. Pour cela il convient d'attirer les capitaux et de favoriser l'installation et la réussite d'entreprises fortement productrices de valeur ajoutée. Le gouvernement du Guangdong a une politique économique, sociale, et culturelle, qui devrait

³ En fait, le cantonnais se décline en une centaine de dialectes plus ou moins proches les uns des autres

correspondre à cet objectif. Nous ne voulons pas en explorer tous les aspects mais simplement ceux qui constituent la mise en place d'une stratégie de DD. Pour se faire, nous allons utiliser les travaux du Centre Franco-Chinois de Recherches sur les Organisations de l'Université SUN Yatsen à Canton, lesquels rassemblent des résultats statistiquement mesurables et des observations directes.

1.2. Le DD peut-il favoriser la montée en puissance technologique et économique de l'industrie ?

Le DD peut-il favoriser la montée en puissance technologique et économique de l'industrie ? En fait, bien souvent, la question est généralement posée en sens inverse : Faut-il être un pays ou une région développée pour mener une politique de DD ? Les mesures orientées en faveur du DD s'apparentent souvent à des contraintes nouvelles pour des entrepreneurs, pour la collectivité, mesures coûteuses qui compliquent l'activité économique, mais à l'opposé on voit bien que le DD n'est pas contraire au développement tout court car il semble plus avancé précisément dans les pays plus développés. Une rapide revue de la littérature Kuznets (1955) va nous permettre de comprendre un peu ce paradoxe.

« Dans une contribution restée célèbre Kuznets (1955) émet l'hypothèse selon laquelle il existerait, au-delà d'un certain seuil, une relation positive entre le développement économique d'une nation et le niveau d'équité de répartition des richesses entre individus au sein de cette même nation. En représentant sur un graphique l'évolution du revenu moyen par habitant (en abscisses) et les inégalités sociales (en ordonnées), Kuznets (1955) suggère qu'on verrait alors se dessiner une courbe en « cloche ». La période d'augmentation des inégalités ne serait qu'une phase « primaire » du développement, elle-même préalable à un rééquilibrage de la répartition des revenus dans la société – une fois un certain seuil de développement atteint. A la suite de plusieurs travaux empiriques, il apparaît possible que les évolutions de certains polluants comparées au niveau de richesses d'un pays suivent un sentier similaire. D'où le nom de « courbe environnementale de Kuznets » (cité par BOUTAUD et alii 2004). Nos observations quotidiennes et personnelles de Canton depuis 1989 tendent à confirmer cette assertion. Parcourant cette région régulièrement depuis 1989, nous étions habitués à y trouver régulièrement un ciel bleu, et, la nuit, à pouvoir compter les étoiles. A cette époque, l'industrie était très peu avancée, mais elle montait doucement en puissance. Très lentement, mais de façon perceptible, les périodes de ciel bleu sont devenues de moins en moins fréquentes, la pollution cachait de plus en plus le soleil, celui n'apparaissant plus que derrière un voile de nuage. A partir de 1999, il est exceptionnel de pouvoir compter plus d'une étoile dans les ciels nocturnes de Canton. Il n'y a alors pratiquement de jours où le soleil n'apparaisse voilé. Les raisons en étaient parfaitement connues. D'abord, on construisait énormément, notamment des routes, on transformait des rizières en zones industrielles ou urbaines sans prendre garde à la poussière soulevée. Ensuite, les industries elles-mêmes développées en réduisant au maximum les coûts polluaient énormément. Enfin, l'automobile montait en puissance. Il faudra attendre 2009 pour pouvoir de nouveau compter plusieurs étoiles dans la nuit cantonnaise. Lorsqu'au tournant du vingt et unième siècle, nous constatons la dégradation de l'environnement au Guangdong, on nous répondait que la priorité était le décollage économique : « il faut que les gens aient à manger pour pouvoir vivre assez longtemps pour mourir de la pollution » (CHAO 1993). Mais, on ajoutait que dès que ce décollage serait effectué alors on pourrait mettre de l'argent sur l'environnement. Aujourd'hui, force est de constater la hausse des dépenses de lutte contre la pollution et une réelle prise en compte des considérations environnementales au Guangdong.

Olzak (Bordeaux, 2011) montre que le développement durable peut dégager des externalités positives. Le DD est notamment favorable à la réduction des transports, laquelle implique une concentration variée de l'industrie, concentration qui a son tour ne peut que favoriser le progrès technologique. Il s'attache à montrer que de nombreux travaux lient la localisation à des avantages coûts liés aux bonnes conditions environnementales. D'un côté le respect du DD implique des normes qui augmentent les coûts pour les entreprises, de l'autre le DD implique le développement d'infrastructures notamment en matière de logistique qui rendent moins coûteuses de nouvelles implantations. Cela dit, le jugement de cet auteur est assez mitigé sur la relation globale entre DD et performance des entreprises. Il parle a contrario de « *pollution haven* » lieux où il est possible de polluer sans contraintes, lieux particulièrement recherchés par certaines entreprises. Nous avons pu discuter souvent avec les autorités de diverses municipalités cantonaises qui nous ont dit que leur zone a été trop polluée dans le passé et qu'ils commencent à inciter les entreprises les plus polluantes à partir vers la périphérie du Guangdong, dans des zones à moindre coûts salariaux et où la pression de la pollution est moindre, c'est-à-dire des localités où les autorités sont prêtes à se laisser polluer pour décoller économiquement. C'est dire que le DD est ici pensé comme articulé sur son contraire en une logique quasi dialectique : ce sont les zones les plus industrialisées qui deviennent plus exigeantes en matière de DD pour attirer des entreprises moins polluantes et à plus forte valeur ajoutée.

De leur côté, menant une comparaison entre des stratégie d'attractivité locale et de développement durable, Deisting F. et Paumard P.(2011) constatent que le développement durable dans sa dimension environnementale est conciliable avec l'attractivité-prix d'une région, mesurée par le coût horaire de la main d'œuvre.

Cette littérature, parfois contradictoire, devrait rendre plus sceptique les autorités du Guangdong quant à l'utilité à promouvoir le DD. La Chine est sensée respecter les conventions internationales en matière de DD, elle entend surtout éviter les critiques qui voient en elle le plus gros pollueur de la planète. Ainsi, aujourd'hui l'arsenal législatif chinois, et particulièrement celui du Guangdong a peu à envier en matière de DD à la France. Les lois y sont, et les normes tendent à s'approcher des normes européennes, des institutions existent dotées de moyens en personnes compétentes. Mais dans un Etat qui n'est pas un « Etat de droit », les lois peuvent ne pas être appliquées, c'est donc l'application qu'il importe ici de regarder. Nous avons engagé une collaboration avec le bureau de l'environnement de la ville de Canton. La question posée était celle de l'expertise que nous pouvions transférer. Nous proposons de travailler sur des études d'impacts concernant des projets d'installations industrielles. Cela a été impossible, car il arrive qu'une étude d'impact pousse à rejeter une installation et que cette installation soit malgré tout acceptée car elle correspond aux objectifs de la ville. Il va sans dire que les publications du bureau sont rarement contradictoires avec les objectifs de la ville. Les mesures de la pollution publiées par l'administration chinoise correspondent généralement à la volonté politique, c'est-à-dire qu'elles sont mauvaises quand les pouvoirs publics ont décidé d'intervenir, et elles sont bonnes ou absentes dans le cas contraire. Cela nous pousse à ne citer dans cet article aucune statistique publique chinoise concernant les mesures de pollution.

L'affichage DD a pourtant plusieurs effets si évidents qu'on peut les considérer comme résultant d'une stratégie délibérée de la part des autorités municipales ou provinciales⁴. Lors de nos observations de l'industrie cantonaise, nous avons souvent été sollicités pour tenter de mesurer les obstacles à une montée en puissance de la technologie. L'une des difficultés les plus souvent identifiées est le manque de personnel qualifié dans les technologies de pointe. Il faut dire que l'appareil éducatif chinois ne parvient pas à fournir ce personnel et qu'il faut donc recruter des gens formés à l'étranger. Ces personnels, même s'ils sont originaires du Guangdong, ont de multiples propositions de travail. Ils trouvent souvent hors de Chine des conditions de vie et de salaire nettement supérieure à ce qu'ils peuvent espérer au Guangdong. Dès lors, les régions qui veulent mettre en œuvre des technologies de pointe doivent se battre pour attirer ces personnels rares et qualifiés. Ils se battent sur les salaires, et nous avons pu voir que des salaires élevés pouvaient être versés à des personnels qualifiés. Nous le savions déjà avec les salaires versés aux cadres expatriés dans la région. Mais le début des années 2000 avait vu une baisse du recours à ces expatriés du fait justement de leurs coûts. Mais aujourd'hui, les plus hauts salaires vont souvent à des personnels aux qualifications rares et recherchées mais qui parlent chinois, ce qui est vraiment un plus en Chine. On voit donc l'éventail des salaires s'élargir considérablement. Mais, le salaire ne suffit pas, lorsque l'on a de bons revenus et qu'on doit travailler beaucoup, si on a le choix du lieu où on travaille, donc où on passe le plus clair de sa vie, on choisit un lieu agréable à vivre, ce que Canton avait cessé d'être. De ce point de vue, l'investissement dans l'amélioration du cadre de vie est cohérent avec la politique d'*upgrading* industriel. Encore faut-il que cette amélioration soit reconnue. Le recours à des labels internationaux est ici quasiment une nécessité, tant les Chinois ont l'habitude de ne pas se fier aux labels chinois : l'inscription dans une politique définie DD a donc l'avantage de renforcer la crédibilité interne quand à l'amélioration du cadre de vie. Elle n'a pas que cet avantage. En appliquant les critères définis par les instances internationales, les gouvernements chinois évitent d'avoir à mettre au point dans les détails une politique touchant à des domaines qu'elle maîtrise mal. En quelques sortes, en définissant quels sont les moyens à mettre en œuvre pour parvenir au DD, les pays développés ont mis dans le domaine public tout un savoir faire sur l'amélioration des conditions de vie. Ils donnent ainsi des outils pour permettre à des pays qui n'ont que peu réfléchi sur la question, de faire très vite des progrès dans le domaine.

Voyons maintenant comment s'articulent les mesures prises en faveur du DD dans les trois dimensions, économique, environnementale et sociale dans la région du Guangdong.

2. Les trois dimensions du DD au Guangdong

Avant de nous focaliser sur le développement économique, précisons brièvement notre positionnement par rapport à ces trois dimensions. En effet, la question de l'appréciation, pour ne pas parler de mesure des progrès ou non, réalisés en matière de DD par une province chinoise interpelle tout chercheur. Déjà, il s'agit de définir les objectifs à atteindre. Puis ensuite, il faut pouvoir mesurer les avancées réalisées en vue de se rapprocher de ces objectifs. Dès lors, doit-on privilégier une approche quantitative en retenant des indicateurs de performance statistiquement mesurables, ou bien doit-on s'appuyer sur des indicateurs qualitatifs, mais que l'on accusera d'être plus subjectifs ? Dans chacune des dimensions du

⁴ La province du Guangdong a son gouvernement dont les têtes sont le secrétaire du parti de la province et le gouverneur, les villes ont leur propre gouvernement dont les têtes sont le secrétaire du parti de la ville et le maire. Chaque gouvernement dispose de ses propres ressources et de son administration.

DD, la question reste posée. Quant à nous, dans la mesure où beaucoup de statistiques publiées en Chine nous paraissent peu fiables, ou nous sont données sans connaissance de la manière dont elles sont établies, nous avons décidé de retenir toute mesure qui nous paraîtra fiable pour notre propos, qu'elle soit qualitative ou quantitative.

Dans nombre de définitions du DD (BRUNDTLAND) revient l'idée que celui-ci s'inscrit dans trois dimensions, l'écologique, l'économique et le social. La dimension écologique se trouve à l'origine des débats sur le DD dans les instances internationales. Elle se décline maintenant en un grand nombre de conventions ou règlements nationaux ou internationaux visant à lutter contre des dégâts spécifiques portés à l'écologie. De nombreux indicateurs, de nombreuses normes font l'objet de débats ou obtiennent un consensus pour mesurer les progrès ou les régressions faits dans la dimension écologique du DD. En Chine, nul n'est besoin de rappeler que les atteintes portées à l'environnement sont particulièrement graves. 35% des rivières de la province du Guangdong sont polluées et tous les cours d'eau du delta de la rivière des perles sont classés dans la catégorie « hautement polluée ». Aujourd'hui, pour l'Observatoire des études contemporaines de Shenzhen, toutes les terres de la région seraient impropres à l'agriculture en raison de pollution aux métaux lourds, et les 2 millions de véhicules à Canton accentuent la pollution urbaine.

Si toute mesure publiée en Chine est contestable, il n'empêche que l'on n'arrête pas de mesurer les progrès et régressions en matière de développement. En fait, les consensus sont relativement faciles à obtenir sur les dimensions écologiques et économiques : nous voulons être toujours plus riches dans un monde toujours plus sain. D'ailleurs, dès le seizième siècle, les philosophes Descartes ou Bacon faisaient de la recherche de la santé par l'utilisation de tous les moyens de la science le meilleur programme possible pour l'humanité (GUERY).

Il est, en revanche, beaucoup plus difficile de mettre des mots et des indicateurs consensuels sur la dimension sociale. Certes, les instances internationales ont plusieurs fois discuté de la dimension sociale du développement durable. Des indicateurs ont même été constitués pour traduire les progrès dans cette dimension. Ces indicateurs sont largement repris par les autorités chinoises et les chercheurs chinois travaillant sur le développement durable, mais il est difficile d'obtenir une mesure qui soit consensuelle sauf sur un sujet : la mixité sociale. Le développement pour être durable ne devrait pas exclure une partie de la population, il devrait bénéficier à tous. Si le développement ne bénéficie pas à tous, il risque d'être remis en question par les exclus, soit en interne (révolution), soit en externe (guerre). C'est donc surtout cette notion que nous allons retenir dans ce travail, dans la mesure où elle est constitutive d'un débat interne d'orientation politique du Guangdong.

2.1. La première dimension du DD : le développement économique

La province du Guangdong est la plus riche de Chine en montant de PIB, atteignant 4547,3 Mds RMB, soit 11,4 % du PIB chinois, et connaît un taux de croissance annuel de plus de 12% en 2010. C'est la province la plus peuplée de Chine avec 104 millions d'habitants selon le recensement de 2011 et à cette population de résidents, on peut rajouter entre 30 et 40 millions de travailleurs migrants (20% de la population flottante chinoise). Le taux d'urbanisation de la province (63,4%) est plus élevé que la moyenne chinoise (46%). En

2011, les autorités de Canton ont annoncé que 90% des ménages cantonnais⁵ étaient propriétaires d'au moins un logement (BERDER).

Le modèle de développement économique de cette province a privilégié au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, l'installation d'entreprises à forte intensité de main d'œuvre qui ont développé une production destinée à l'export. Pendant ces décennies le Guangdong a servi de modèle aux autres provinces, attirant de nombreux capitaux étrangers (asiatiques en majorité et provenant essentiellement de la diaspora chinoise de Hong-Kong, Macao, Singapour et Taïwan) ou venant des provinces de l'intérieur. L'investissement public a été très important dans les infrastructures (l'aéroport de Canton est le 3^{ème} de Chine, le port à conteneurs de Shenzhen le 4^{ème} au monde⁶...). En 2010, la province réalise 25% du commerce extérieur de la Chine (26% pour les exportations et 22% des importations) et les IDE atteignent 24,6 Mds USD soit 23% des IDE entrants en Chine.

Mais le développement de la province ne s'explique pas uniquement par l'implantation de firmes multinationales (FMN) étrangères. De nombreuses FMN chinoises ont été créées dans le Guangdong. (Tableau 1)

Tableau 1 : « FMN chinoises créées dans le Guangdong »

Nom de l'entreprise chinoise	Activité sectorielle
Huawei Technologies	n°2 Industrie des Télécoms
ZTE	n°4 Industrie des Télécoms
Tencent	n°2 mondial des services de messagerie instantanée
China Southern Airlines	n° 1 chinois transport aérien
China Guangdong Nuclear Power Co	n°2 chinois constructeur nucléaire
BYD	n°1 ventes automobiles en Chine
VANKE	n°1 chinois groupe immobilier
Ping An Insurance	N°2 en Chine de l'assurance
China merchants Bank	N°1 en Chine banque privée
GAMECO	N°1 chinois maintenance aéronautique
TCL	N°1 chinois fabricant de téléviseurs
Galanz ⁷	électroménager
Konka	électroménager
GREE	climatiseurs
MIDEA	climatiseurs
7 Days Inn	Groupe hôtelier
OCT	Groupe hôtelier et parc de loisirs
Guangzhou Automobile Co.	5ème constructeur chinois
NETEASE	Jeux video

Source : Berder A. (mai 2011)

⁵ Ce calcul exclue évidemment, les ouvriers issus d'autres provinces qui sont bien incapables d'acheter un logement dans le Guangdong. Ces exclus peuvent représenter jusqu'à 20% de la population dans la ville de Canton et plus de 50% dans les zones les plus industrialisées du Guangdong.

⁶ En fait, le port de Shenzhen se prolonge au nord du port de Canton et au sud de celui de Hongkong. Les trois font de l'ensemble la plus grande zone portuaire mondiale pour le transport de marchandises.

⁷ Galanz est le premier constructeur mondial de fours à micro-ondes.

Malgré ces résultats éloquentes, aujourd'hui, la province du Guangdong doit faire face à des défis à la fois liés à son mode de croissance et résultant de la crise financière de 2008 (MERCIER SUISSA 2011) que nous allons présenter ci-dessous. Ces défis concernent :

1. la baisse de l'attractivité de la province du Guangdong qui est concurrencée par d'autres régions de Chine (Shanghai) ou par des pays ou régions à bas coûts (Vietnam, Cambodge, Bangladesh, Malaisie,... autres provinces chinoises)
2. des atteintes à l'environnement insupportables pour la santé de la population

Le modèle de développement n'a pas été uniforme pour toutes les villes du Guangdong. La géographie industrielle et économique du Guangdong est variée et les disparités au sein de la province sont fortes. Shenzhen et Canton représentent à elles seules près de la moitié du commerce extérieur de cette Province. Les technologies et les services financiers s'y sont développés et la population possède un niveau d'éducation relativement élevé. Les villes industrielles comme Dongguan qui accueille beaucoup d'entreprises de main d'œuvre bon marché ou Maoming qui est un centre important de l'industrie pétrochimique chinoise connaissent un niveau de développement économique plus faible. Les différences de revenu entre populations rurale et urbaine vont de 1 à 4 au sein de la Province. Les différences de salaires minimum à l'intérieur de la Province sont également importantes (Tableau 2)

Tableau 2 : salaire minimum dans le Guangdong en 2010 (en RMB par mois)

Villes au nord du Guangdong	660
Sheoguan, Hayuan Meizhou, Shamwei...	710
Jiangmen, Huizhou, Shandou	810
Zhuhai, Foshan, Dongguan, Zhongshan	920
Shenzhen, hors ZES	1100
Shenzhen, ZES	1100

Source : (CIENIEWSKI S. 2011).

Des villes « intermédiaires », comme Foshan ou Zhongshan essaient quant à elles de se montrer plus sélectives dans l'accueil des IDE afin de profiter d'importation de technologies et de savoir-faire. En fait ce sont les neuf principales villes⁸ du Delta de la rivière des perles qui ont bénéficié de l'implantation des sociétés étrangères. Cette région a reçu 87% des IDE de la Province. Les inégalités de revenu, les déséquilibres commerciaux visent devraient s'effacer progressivement sous l'effet de ces mesures volontaristes.

Afin de réduire ces disparités, les autorités chinoises mettent en place la politique du « **double transfert** ». Cette politique consiste à déplacer les industries à forte intensité de main d'œuvre dans les régions défavorisées du Guangdong et à attirer les IDE de haute technologie ou des IDE relatifs aux services à forte valeur ajoutée dans les centres urbains. Dans notre propos, cela veut dire que le DD est promu dans la partie favorisée du Guangdong et que l'on vend les parties défavorisées comme ayant de plus bas salaires, de plus bas loyers et comme étant des « *pollution heavens* ».

Sur le plan industriel, l'Etat veut favoriser le développement régional de l'automobile, la sidérurgie et la pétrochimie. Pour l'automobile, cela signifie que 3 grands constructeurs mondiaux produisent des véhicules de marques chinoises et que des clusters de haute

⁸ Canton, Shenzhen, Dongguan, Foshan, Zhuhai, Zhongshan, Jiangmen, Zhaoqing, Huizhou

technologie doivent être mis en place. La région devrait se spécialiser dans les équipements mécaniques de pointe, dans les biens d'équipement pour les centrales atomiques, et éoliennes, la construction navale, mais aussi dans les moteurs propres, l'aéronautique, la pharmacie et la pétrochimie. Des villes du Guangdong vont donner leur nom à de nouvelles marques chinoises pour lancer des productions locales sur les marchés internationaux (Dongguan pour les vêtements, Foshan pour l'électroménager et les matériaux de construction, Zhongshan pour l'éclairage, Jiangmen pour le papier)... En effet, la production chinoise est souvent le fait de relativement petites entreprises groupées par centaines dans des clusters à produit unique. Chaque entreprise est trop petite pour pouvoir mener une véritable action de progrès technologique ou commerciale.

Enfin, le développement économique de la province qui a privilégié dans ses débuts, les industries à forte intensité de main d'œuvre, et les activités polluantes se traduit maintenant, sur le terrain, par l'existence de fortes tensions sociales, en partie liées maintenant aux disparités de revenu et à la remise en cause de ces industries, qui ont des conséquences néfastes sur l'environnement, par les citoyens.

2.2. La deuxième dimension du DD : l'écologie ou les aspects environnementaux

S'il est injuste de dire que les autorités chinoises n'ont pas de préoccupation environnementale, force est de constater une grave dégradation de l'environnement.

Dans le Guangdong, une bonne partie des terrains du delta de la rivière des perles a des taux de pollution par métaux lourds et hydrocarbures d'autant plus préoccupants qu'il s'agissait d'un des greniers à riz de la Chine. Quand bien même ces zones polluées devraient rester massivement consacrées à l'industrie, il faudra certainement envisager d'importantes opérations de récupération, d'une partie au moins, de ces sols, soit qu'on veuille les destiner à d'autres usages, soit que les ruissellements d'eaux pluviales ne constituent des problèmes pour la qualité des cours d'eau et des nappes, voire directement pour la santé de la population.

Le premier problème identifié est celui de la qualité des eaux (CHINA FINANCIAL TIMES). On commence à trouver préoccupante la fourniture d'eau potable en quantité et en qualité suffisante pour une population dépassant la centaine de millions de personnes. Il n'est pas étonnant que les deux principales sociétés françaises de traitement des eaux aient multiplié leurs implantations dans le delta, passant souvent des contrats de très longues durées. Les principales sources de pollution résident dans l'absence assez fréquente de véritables stations d'épuration des eaux urbaines, ou d'insuffisance de capacité de traitement de ces stations. Pour ce qui concerne les pollutions industrielles, le problème ne réside pas dans les normes légales de rejets, mais dans le respect de la réglementation par les entreprises, ainsi que dans le laxisme des contrôles.

Enfin, la qualité de l'air s'est fortement dégradée entre 1990 et 2010. La pollution aérienne est préoccupante. Celle-ci a trois origines : la pollution provenant d'industries qui ne traitent qu'insuffisamment leurs fumées, malgré une législation en progrès. La deuxième cause est celle des chantiers qui dégagent beaucoup de poussières. Le parc automobile est un troisième élément de préoccupation : son fort développement, joint à une densité de la zone, en font un sujet croissant de préoccupation.

La dégradation de la qualité de l'air est directement perceptible. Les jours de ciel bleu sont devenus de plus en plus rares au fil des années 90, ils ont presque disparu au début des années 2000, pour réapparaître timidement dans la deuxième moitié de la première décennie. Les jeux asiatiques de 2010 ont eu un effet réellement bénéfique en ce domaine. Pour assurer la réussite de ces jeux, les autorités ont suivi l'exemple de Pékin qui s'était engagé à réduire la pollution pour ne pas mettre en danger la santé ni les performances des sportifs olympiques. Pékin a donc stoppé la production de milliers d'installations polluantes. Le Guangdong a été plus radical en décidant de fermer définitivement 7000 usines considérées comme très polluantes, ainsi que d'encadrer les opérations de construction urbaine et routière (lutte contre la poussière). Ceci a eu un effet certain, et l'année 2011 a probablement connu le plus de journées de ciel dégagé depuis une quinzaine d'année. Ainsi les pouvoirs publics locaux ont montré qu'ils avaient la capacité d'agir à grande échelle pour faire face à une dégradation jugée inacceptable de l'environnement. Dans la logique, d'une politique de DD, les déplacements ou fermetures ont été déclarés irréversibles. Il faudra voir ce qu'il en sera à l'avenir⁹

La lutte pour la préservation ou la récupération de l'environnement n'a jamais été complètement absente des préoccupations des autorités. Les experts étrangers ont été fréquemment mobilisés pour travailler sur cette question et ce depuis 1995¹⁰. Les spécialistes chinois n'hésitent pas à dire que la priorité est à la lutte contre le sous-développement. Ils estiment qu'avec le développement viendront à la fois une conscience sociale qui obligera à une meilleure prise en compte de l'environnement et en même temps des moyens financiers suffisants pour poursuivre le DD sur les deux axes économiques et environnementaux simultanément.

La lutte contre la dégradation de l'écologie dans le Guangdong a reçu un soutien national. En effet, constatant que le Guangdong attirait le plus de capital étranger et déposait le plus de brevets, le gouvernement central a décidé d'y renforcer les hautes technologies (NDRC 2008). Pour cela, il convient d'y attirer les talents. La Chine ne manque pas d'ouvriers peu qualifiés, ni de techniciens de niveau moyen, ni de bureaucrates. Par contre, pour développer les nouvelles technologies, elle a besoin d'ingénieurs très qualifiés que son système éducatif peine à fournir. Le Guangdong cherche donc à attirer ce type de population qui est particulièrement demandée dans le reste de la Chine, comme généralement dans les pays intermédiaires. Or pour rechercher des cadres formés à l'extérieur, il faut avoir des capacités d'attraction correspondant aux aspirations de ces cadres. Ici le problème se pose moins en terme de revenu, car les entreprises peuvent toujours augmenter les salaires pour peu que cela ne concerne qu'une part limitée de l'effectif. Le problème se pose donc plutôt en terme de cadre de vie. Certains cadres vont demander l'accès à des loisirs sportifs et culturels. De plus en plus sont sensibles à l'environnement, dont la qualité est à la fois recherchée en soi, mais aussi pour éviter les maladies liées à la pollution. La stratégie pour faire du Guangdong, ou au moins de certaines de zones du Guangdong, un lieu de vie attractif, a donc un intérêt stratégique pour la Chine. Nul doute que la capitale de la province a fortement amélioré la

⁹ Notons que Pékin a bloqué le fonctionnement d'industries polluantes pendant toute l'année qui a précédé les jeux olympiques de 2008. L'effet sur la qualité de l'air a été remarqué par tous les observateurs. En 2011, on a retrouvé des niveaux de pollution aérienne équivalents sinon supérieurs aux années antérieures selon les observations des expatriés, ou les quelques mesures effectuées par l'ambassade des USA.

¹⁰ En 1993 (CHAO 1993), la municipalité a organisé un colloque international sur le « Faire de Canton une des métropoles mondiales du XXI^e siècle ». Dans ce colloque, la prise en charge des problèmes environnementaux apparaît programmée pour la deuxième décennie du vingt-et-unième siècle. Nous sommes exactement dans les temps.

qualité de vie des habitants du centre ville. Le nombre de parcs publics, de lieu de promenade ou de repos, a considérablement augmenté. Un effort est particulièrement visible en matière d'infrastructures de loisirs ou de culture (musées, opéras, apparition de grands cinémas, etc...). Nos discussions avec les autorités chargées de la politique industrielle, et celles chargées de l'environnement montre que les entreprises à faible valeur ajoutée et polluante sont fortement incitées à se déplacer vers d'autres régions de Chine. Elles y sont poussées suite aux augmentations de salaires et aux contrôles plus fréquents en matière de pollution réalisés dans la région.

La question se pose bien sûr de la capacité du gouvernement à imposer l'application de normes occidentales en matière écologiques. En fait ces normes existent, et la législation chinoise n'est pas très en retard de ce point de vue, le problème réside plutôt dans l'application des lois. Le gouvernement ne prétend pas avoir un Etat de droit, il reste un régime qui applique la devise maoïste d'une « politique aux leviers de commandes ». En matière d'environnement cela se traduit parfois de manière positive pour le Guangdong. Peu d'Etats seraient aujourd'hui capables de déplacer en aussi peu de temps autant d'installations polluantes que le Guangdong a fait ces deux dernières années. Il est probable donc que le déplacement de ces industries peu performantes et particulièrement polluantes va continuer. La question du respect des normes environnementales par les entreprises qui constituent la priorité du gouvernement est plus préoccupante. En effet, ces entreprises sont riches et bien placées dans les arcanes du pouvoir politique, autant dire qu'elles peuvent obtenir un certain laxisme de la part des autorités.

Il est assez probable que les règles environnementales s'appliqueront davantage dans les entreprises internationales. Cependant, même dans ces entreprises, nous avons pu constater à plusieurs reprises qu'elles savaient souvent négocier une application à la baisse des normes environnementales. En fait, l'écologie reste, en Chine, comme ailleurs, liée à la volonté politique des pouvoirs publics. Dans les entreprises privées chinoises, nous avons pu constater que l'application des règlements concernant l'environnement consistait surtout à maintenir de bonnes relations avec les services chargés de contrôler cette application. Ainsi, lors d'une visite d'entreprise, nous avons vu affiché un certificat de bonne conduite environnementale du fait de la construction d'une station de traitement des effluents chimiques. Malheureusement, si la station a bien été construite, elle n'était pratiquement jamais mise en service pour réduire les coûts de production.

L'évolution ici, comme ailleurs, est à attendre de la réaction du public. La ville de Zhongshan s'est illustrée autour des années 2000 par une émission de radio où les auditeurs étaient appelés à parler de leurs priorités en matière de lutte contre l'environnement. Cette émission a fonctionné plusieurs années et a probablement eu, une certaine influence, sur la qualité de la vie dans cette ville qui est désormais citée en exemple pour sa politique environnementale et sa qualité de vie. Mais il faudra plus qu'une radio locale pour faire évoluer plus profondément les choses, à l'échelle du pays.

En matière de traitement des eaux, le problème réside dans le manque d'installations tant pour les eaux urbaines que pour les effluents industriels. Il semble que de plus en plus d'installations sont mises en service ce qui ne peut avoir qu'une influence positive à moyen terme.

Le fait que le Guangdong soit actuellement la plus forte concentration industrielle de tous les temps donne la mesure des efforts considérables pour y rendre crédible une politique de développement durable.

2.3. L'axe social du DD du Guangdong

2.3.1. En matière de santé

Avec le développement économique, un vaste mouvement de sensibilisation à la qualité technologique a commencé en Chine. Des événements tragiques comme l'empoisonnement d'enfants par le lait en poudre du groupe chinois Sanlu, ou les effondrements de galeries souterraines dans les mines de charbon causant la mort de centaines de victimes, contribuent à persuader la population chinoise de l'importance des procédures de contrôle et de la qualité technologique. De ce point de vue, certains pays occidentaux sont devenus des références : ainsi le lait maternisé de marque allemande « garanti non produit en Chine » se vend beaucoup mieux que les laits chinois, malgré un prix sensiblement plus élevé.

Lorsque SUN Danyong un employé de 25 ans de chez Foxconn, s'est défenestré en juillet 2009, le responsable de la sécurité a été muté et la polémique a enflé sur les conditions de travail dans ces sociétés (RUFFIER 2010 A).

De manière générale, dans tous les pays du monde, le problème principal se situe du côté des conditions sociales et politiques à réunir pour mettre en œuvre ces transformations de manière rapide. Alors que dans un contexte démocratique les dirigeants sont élus, il existe des freins à l'application de ces mesures. En effet, ces mesures sont coûteuses à court terme et les bénéfiques à en retirer n'apparaissent pas immédiatement. Dès lors, de nombreux gouvernements prennent du retard dans l'application de telles mesures. En Chine, la question est différente, le gouvernement y est en mesure d'imposer des politiques même si ces dernières ont des coûts élevés. Ainsi, profitant de l'approche des jeux asiatiques, le bureau de la protection environnementale de la municipalité de Canton a pu détruire d'un seul coup 895 bus à fumée noire (moteur diesel). C'est 1/10 du nombre total des bus à Canton. Désormais les quelques 9000 bus cantonais utilisent le carburant LPG vert, afin de diminuer les émissions toxiques.

2.3.2. En matière d'équité

Il est de notoriété publique que le droit du travail reste bafoué en Chine : 80% des travailleurs du secteur privé n'ont pas de contrat de travail, le salaire minimum n'est toujours pas respecté, certains travailleurs chinois doivent même verser un « droit d'embauche » pour être engagés. Quant à la liberté syndicale ou le droit à la négociation collective, il n'en est toujours pas question même si on a pu voir çà et là des élections de délégués pour répondre à des grèves (RUFFIER 2011 B).

Dans les textes internationaux qui cadrent le DD, l'axe concernant le social fait référence au bonheur et au bien-être de la population de manière assez vague. Il reste un aspect qui fait le clivage entre prise en compte ou non de cet axe, celui que l'on nomme « mixité sociale ». Pour faire bref, pour être durable le DD doit concerner toute la population. En matière de développement urbain, cela veut dire qu'aucune zone ne doit être réservée à une catégorie seulement ; ni ghettos pour pauvres ni résidences dorées. De ce point de vue, la ville chinoise

était très mixte dans sa composition, pauvres et riches se côtoient. L'obstacle principal était le « Hukou » sorte de livret de résidence et de travail qui définit le lieu d'habitation et les possibilités d'emploi. Le Guangdong a adopté un certain nombre de mesures qui visent à faciliter la vie des personnes ayant un Hukou non urbain, voire émanant d'une autre province. Dans des cas limités, il est même permis de transformer un Hukou externe en Hukou urbain. En fait, les évolutions sont ici limitées tant par la législation que par les comportements. Transformer son Hukou rural en Hukou d'une ville industrielle du Guangdong, c'est perdre le lien à la terre. C'est aussi devoir faire venir ses enfants à la ville avec les problèmes de garde souvent financièrement insolubles pour des migrants. L'évolution du Hukou va donc dans le sens du DD mais les évolutions semblent devoir être très lentes, les autorités urbaines ne souhaitant pas accueillir la misère des campagnes.

En matière de développement industriel, la Chine a pu donner des leçons de mixité sociale à l'Europe, en permettant à des populations très pauvres des régions rurales d'entrer dans le monde industriel. Ce sont de 300 à 400 millions de très pauvres qui ont ainsi pu sortir en trente ans du sous-développement¹¹. Il s'agit de la plus grande réussite en matière d'inclusion sociale du vingtième siècle. Le problème se joue maintenant dans l'apparition de nouvelles contraintes liées à une augmentation des coûts de la main d'œuvre. Ce phénomène rend de plus en plus difficile, pour les employeurs, de rentabiliser l'exploitation de primo entrants du monde industriel. Nous avons pu retracer la vie de paysans venant travailler dans les usines du Guangdong (RUFFIER 2010 C, 2011 A). Ces derniers sont en général passés par des ateliers informels où quelqu'un, issu de leur région, les a formés au travail industriel. Les employeurs compensaient l'effort de formation par des salaires très inférieurs aux salaires minimum de la ville. Dès lors que ces mêmes employeurs sont obligés d'augmenter leurs salaires, ils ne peuvent plus employer que des ouvriers déjà formés. Le progrès social dans le Guangdong s'oppose donc à la lutte contre l'exclusion du Tiers Monde chinois.

La commission nationale pour la réforme oblige le Guangdong à généraliser la sécurité sociale aux campagnes bien avant de l'être dans toute la Chine. Notons au passage que la sécurité sociale représente ici une couverture minimale et ne garantit nullement l'hospitalisation en cas de problèmes sérieux. La commission d'Etat se donne 2012 comme butée pour avoir généralisé la sécurité sociale à toutes les campagnes du Guangdong.

En matière de salaires, nous constatons une évolution positive évidente mais récente (RUFFIER 2011 B). Grâce à un contrôle social puissant, les autorités chinoises ont pu développer les exportations de produits de consommation de masse en maintenant un contrôle très stricts sur les salaires, mais aussi sur les marges des petits patrons industriels. Ainsi, il apparaît que le coût du travail par valeur produite a plutôt baissé entre 1990 et 2008. A partir de 2008 cela change dans le Guangdong, plusieurs facteurs poussent les employeurs à l'augmenter. Le premier de ces facteurs est probablement l'attitude d'une nouvelle génération de salariés moins disposée à se laisser exploiter et plus aptes à faire valoir leurs droits légaux ou à faire grève. La stratégie de basculement du Guangdong en une région développée complique le recours à la main d'œuvre rurale et donc se traduit par des difficultés de recrutement de salariés acceptant de faibles salaires. Bien qu'il soit difficile d'évaluer ces évolutions, faute de statistiques crédibles, on estime que pour les ouvriers les moins payés, les

¹¹ L'Europe, quand elle ferme ses frontières aux très pauvres du Tiers Monde, pratique une politique qui ne relève pas du Développement Durable. La préservation du modèle social européen entre en conflit avec une harmonie sociale mondiale et est donc lourde de conflits internationaux à venir.

hausse de salaires n'ont pas été inférieures à 30% en moyenne entre 2009 et 2010¹². Dans le secteur textile, le Guangdong a cessé d'être un des pays à très bas coûts de main d'œuvre, les salaires y dépassent largement ceux du Bangladesh, de la Thaïlande, et très largement ceux de l'Afrique centrale. A Shenzhen ou Canton, les salaires moyens rivalisent avec ceux de la Roumanie. Les multinationales n'abandonnent pourtant pas cette région, d'une part parce qu'elles pensent que la consommation va y augmenter, d'autre part parce que la précédente période en a fait une plate-forme productive dotée d'une certaine efficacité.

Enfin, il semblerait que les mesures à prendre ont pour effets de menacer davantage, à court terme, le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes. C'est pourquoi, il nous semble que la conversion écologique de l'économie ne pourra être réellement mise en œuvre que dans le cadre d'une vaste politique de réduction des inégalités. Mais il est vrai qu'il est plus facile d'attirer les entreprises étrangères et de faire venir travailler des personnes habituées à la tranquillité des cités riches si on vide les villes des plus pauvres. La politique du Guangdong semble de pousser les usines employant les ouvriers les moins bien payés à s'installer à la périphérie de la province, cela va à l'encontre de l'équité mais n'est pas incohérent avec un objectif d'attractivité.

Etudier les classes sociales en Chine est une tâche un peu délicate compte-tenu de l'idéologie officielle. Il est donc difficile de dire qui s'enrichit. Les rapports officiels ont beaucoup insisté sur une croissance des coefficients de Gini, sensée traduire une hausse des inégalités. Un article du journal le Monde faisait état d'un coefficient de GINI pour la Chine égal à 46,9 en 2008 et indiquait que ce pays était « *en deuxième position des nations où les disparités sont les plus fortes parmi 13 pays industrialisés et émergents* » (PHILIP). Selon le classement le plus récent publié par le WorldFact Book à la date d'octobre 2009, la Chine a un coefficient de 47 et est classée 36ème sur une liste qui comprend 134 pays. A titre de comparaison, le pays le plus inégalitaire est la Namibie avec un coefficient de GINI égal à 70,7 (qui se rapporte à l'année 2003) et le plus égalitaire étant la Suède avec un coefficient de GINI égal à 23.

Dans le graphique ci-dessous, il apparaît que la Chine a progressé plus vite que l'Inde dans la lutte contre la pauvreté : En 1981, il y avait plus de 80% de la population chinoise qui vivait en-dessous du seuil de pauvreté, contre 60% en Inde. Aujourd'hui, la Chine compte moins de 20% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté, contre 40% en Inde.

L'inégalité mesurée par le coefficient de GINI a considérablement augmenté en Chine (passant de 29,1 en 1981 à 41,5 en 2005), alors qu'il a baissé en Inde (passant de 35,1 en 1981 à 33,4). Tandis qu'en 1981, l'Inde était beaucoup plus inégalitaire que la Chine en 1981, c'est aujourd'hui la Chine qui est beaucoup plus inégalitaire que l'Inde

¹² Des hausses de 100% pour les salaires les plus bas ont été relevées dans certaines entreprises pour la période couvrant les trois dernières années.



Même si les statistiques ne coïncident pas rigoureusement selon les sources, personne ne contestera l'existence d'une hausse des inégalités.

Enfin, les statistiques font apparaître aussi une croissance des gains du capital, mais il est assez difficile de dire à qui ils profitent. On peut se demander si les bénéficiaires sont des capitalistes ou s'ils ne sont pas tout simplement les membres de la nomenklatura du régime communiste. Dans un cas comme dans l'autre, la simple observation des blogs chinois innombrables sur Internet montre que ces inégalités sont de moins en moins bien perçues et qu'elles sont lourdes d'explosions sociales. Le mode de développement actuel de la Chine ne serait donc plus forcément très durable.

3. Conclusion :

Cette observation du Guangdong laisse penser que le DD n'est pas recherché pour lui-même mais pour des effets que l'on peut en tirer politiquement et économiquement. Ces effets portent à l'évidence sur la réduction des tensions liées aux atteintes à l'environnement ou à l'équité sociale. Le DD est bien promu, et dans une certaine mesure, mis en œuvre, mais il apparaît comme un moyen plus que comme une fin. Le but est d'augmenter l'attractivité de la province notamment en ce qui concerne les industries technologiquement de pointe et à forte plus value. Le fait de vouloir augmenter l'attractivité du territoire ne peut que renforcer automatiquement le lien entre DD et réussite économique. En effet, quelques soient les observations menées sur la planète, les politiques de DD sont toujours partiales et partielles. Dans le Guangdong, elles visent clairement à augmenter l'attractivité de la région. Le fait pour une région parmi les plus dynamiques de la planète de faire un lien, même biaisé, entre

DD et amélioration des performances économiques à moyen terme, est peut-être le résultat le plus positif de notre observation.

4. Bibliographie

- BERDER A. (2011), « Le Guangdong : nouveau laboratoire des réformes », notes du consulat général de France à Canton, 12 mai
- BOUTAUD A., BRODHAG C., GONDRAN N (2004), Lorsque le développement perd le Nord ! Courbes de Kuznets Environnementales, communication au colloque « Développement Durable » de Ouagadougou du 1 au 4 juin 2004
- BRUNDTLAND Gro Harlem (1987), *Our Common Future*, Oxford University Press
- China Financial Times Special Report | Wednesday October 26 2011
- CHAO Zheng Wei (éditeur), « Faire de Canton une des principales mégalopoles du siècle prochain » (en chinois), Ed. de la municipalité, Canton, 1993, 275 p
- CIENIEWSKI S. (2011), « Guangdong Province: the reshaping of an export-led economic model and its looming implications for foreign investments », Colloque international « The strategies of Multinational Corporations and Social Regulation », Université Baptiste de Hongkong, 14 et 15 juin 2011
- MERCIER-SUISSA C. (2011), « Les opportunités de développement pour les FMN dans les pays émergents (BRIC) », ouvrage collectif, sous la Dir. Mayrhofer U., *Le management des firmes multinationales*, Vuibert, Paris, juin 2011
- NDRC, The National Development and Reform Commission (2008 décembre), *The Outline for the Reform and Development of the Pearl River Delta (2008-2020)*, 122 p.
- OLSZAK E. (2011), « Localisation des activités et développement durable des territoires : quelle interactivité », communication au colloque Développement durable, Territoires et Localisation des entreprises : Vers une attractivité durable ? organisé par le LAREFI et l'ADERSE, Bordeaux
- PHILIP B, le Monde du 23 octobre 2009, « La Chine, eldorado du Cognac »
- PUEL C. (2011), *Les trente ans qui ont changé la Chine*, Buchet – Chastel, 523 p.
- RUFFIER J. (2006), *Faut-il avoir peur des usines chinoises ? Compétitivité et pérennité de l'atelier du monde*, L'harmattan, Paris, 186 p.
- RUFFIER J. (2008), « China Textile in Global Value Chain », in *Chinese Firms in the Era of Globalisation*, Chief Editors: Jean-Francois HUCHET, WANG Wei, Published by China Development Press
- RUFFIER J. (2010), « Suicides à Foxconn – qu'en penser ? », Note de travail, publiée par les éditions CEFC, Hongkong, mai 2010, 3 p.
- RUFFIER J. (2010), « The knowledge of industrial development – The case of Guangdong », *Chinese Sociology and Anthropology*, New York
- RUFFIER J. (2011), « Les jeunes ruraux: le moteur du développement industriel chinois », in Mircea VULTUR et Daniel MERCURE (dir.) *Perspectives internationales sur le travail des jeunes*, Presses de l'Université Laval, Montréal
- RUFFIER J. (2011), « Tensions sociales en Chine du Sud : vers une grève générale », Rue 89.com, 22/01/2011, <http://www.rue89.com/chinatown/2011/01/22/vers-une-greve-generale-en-chine-du-sud-186370>
- ZHAO W. (2009), « How China competes. Global Economic Challenges to the China Firms », 2° Asian management and entrepreneurship workshop, Brussels, 34 p
- The National Development and Reform Commission (2008 décembre), « The Outline for the Reform and Development of the Pearl River Delta (2008-2020) », 122 p.